



Manifestations
en Nouvelle-Calédonie,
septembre 1940.

©Musée de l'Ordre de la Libération



Spahis
à Ismaïla,
Égypte,
août 1940.

©Musée de l'Ordre de la Libération



Timbre de
l'Inde française.

©Association des Comptoirs de l'Inde



Les volontaires du bataillon du Pacifique.

©Musée de l'Ordre de la Libération

Les ralliements de l'Empire colonial à la France libre

Dans la métropole occupée de juillet 1940, le contrôle des territoires outre-mer est un enjeu majeur tant pour le gouvernement de Vichy que pour la France libre. Il s'agit pour De Gaulle de donner une assise territoriale à son mouvement, servant de bases stratégiques aux Alliés, qui pourra influencer sur l'évolution de la guerre. Motivations et modalités du ralliement vont varier selon les continents : les premières adhésions sont spontanées et pacifiques en Océanie alors qu'en Afrique, elles résultent d'actions audacieuses ou d'affrontements violents.

Au printemps 1940, alors que la situation des armées françaises semble définitivement compromise sur le sol métropolitain, l'Empire colonial prend une dimension nouvelle : terre d'accueil pour un gouvernement désireux de poursuivre le combat, refuge à l'écart de la menace ennemie pour les bâtiments de la Marine et les avions de l'armée de l'Air, mais surtout, base de départ pour une reconquête future. Laissé libre par les conventions d'armistice, il demeure, avec la flotte, le dernier atout de la France au niveau international. Sa maîtrise devient indispensable pour les autorités françaises. Entre le maréchal Pétain et le général de Gaulle débute une véritable « dispute impériale » (1). L'Empire représente une carte maîtresse du gouvernement de Vichy. Le maintien de son intégrité territoriale malgré la défaite est présenté comme un acquis fondamental de l'armistice, à mettre au crédit du nouveau régime. Il constitue,

de plus, un gage politique essentiel dans les relations à venir avec l'occupant allemand. Pour le général de Gaulle, qui ne groupe autour de lui en terre étrangère que 7 000 hommes à la fin de l'été, les territoires coloniaux incarnent la condition *sine qua non* de la survie de son mouvement. Ils lui offrent une

assise territoriale, source de légitimité nationale et internationale, une possibilité de recrutement de troupes, mais également une garantie d'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Les premiers signes d'effritement de l'unité impériale proviennent des territoires les plus lointains. La rupture des communications maritimes, la perte des débouchés locaux et la pression des autorités britanniques conduisent au ralliement des Comptoirs français de l'Inde (Pondichéry, Karikal, Chandernagor, Mahé et Yanaon) le 9 septembre. Le 20 juillet 1940, le condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides avait prêté allégeance au général de Gaulle sous l'impulsion du commissaire-résident Henri Sautot. Ce premier ralliement territorial, d'un « apport matériel modeste », est, comme le note René Cassin, « de valeur morale incontestable ».

À la suite de ce premier acte, c'est presque l'ensemble du Pacifique français qui bascule dans le camp de la France libre. L'adhésion des Établissements français d'Océanie (EFO) se déroule à la faveur d'une révolution interne initiée par le Comité de la France libre. Dirigé par le médecin-administrateur Emile de Curton, ce groupe est composé de patriotes résistants ►►

(1) Pour reprendre le titre d'un chapitre de Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1986, p. 300-340.

► avant peut-être d'être gaullistes. Le départ de Tahiti du stationnaire du Pacifique, l'avis *Dumont d'Urville*, et la promulgation inattendue par le gouverneur des premiers textes du gouvernement de Vichy déclenchent l'offensive de la Résistance. Le 1^{er} septembre 1940, un référendum offre une écrasante majorité aux partisans du ralliement. En Nouvelle-Calédonie, la publication des ordonnances constitutionnelles par le gouverneur, initialement en faveur de la poursuite du combat aux côtés de l'Empire britannique, embrase la population. L'Australie, principale puissance régionale, manifeste ouvertement son inquiétude face à l'agitation calédonienne. Le 28 août 1940, sous la pression populaire, le gouverneur démissionne. Il est remplacé par le commandant des troupes qui prend immédiatement des mesures pour mettre un terme au mouvement. Dans le même temps, un comité De Gaulle se forme et parvient à exposer à Londres la situation de l'île. Le Général demande alors à Henri Sautot, le héros des Nouvelles-Hébrides, d'assurer le ralliement de la Nouvelle-Calédonie. Celui-ci est toutefois très risqué sans le concours du gouvernement australien qui hésite sur la conduite à tenir. Winston Churchill, le Premier ministre britannique, convainc alors Canberra de mettre à la disposition de la France libre le croiseur léger *Adélaïde*, pour escorter Sautot et favoriser l'opération. Le 19 septembre, le bâtiment arrive en rade de Nouméa et permet, par sa présence dissuasive, le changement de souveraineté en faveur du mouvement

gaulliste. Plusieurs éléments sont caractéristiques de ces ralliements venus des antipodes. Tout d'abord, leur conversion à la France libre coïncide avec l'ère des adhésions spontanées, pacifiques et volontaires. Ensuite, leur volonté de continuer le combat ne signifie pas, au moins initialement, un soutien au général de Gaulle. L'aspiration première de ces colonies est de poursuivre la lutte aux côtés de la Grande-Bretagne et non de la France libre. Enfin, le passage sous le drapeau de la Croix de Lorraine est le fruit d'acteurs locaux, car aucun émissaire de Londres n'y participe. L'influence de l'Australie et de la Grande-Bretagne, tant du point de vue économique que militaire, doit au contraire être soulignée. À Nouméa, le rejet du gouvernement de Vichy trouve également une bonne part de ses motivations dans la force du sentiment autonomiste calédonien.

Le Tchad, premier territoire africain à se rallier

Les ralliements en août 1940 du Cameroun et de trois des quatre territoires composant l'Afrique Équatoriale Française (AEF) – le Tchad, le Moyen-Congo et l'Oubangui-Chari – présentent des traits différents. Appuyés sur place par des fonctionnaires favorables à la France libre, ils sont acquis à la faveur « d'actions commandos » menées par des émissaires gaullistes avec le soutien, plus ou moins direct, de la Grande-Bretagne. Au Tchad, Félix Éboué, le premier gouverneur noir d'une colonie fran-



çaise, annonce dès le 1^{er} juillet son souhait de poursuivre le combat. Cependant, au cours de l'été, les pressions de Vichy se multiplient en faveur du *statu quo*. Le 23 août au matin, Éboué révèle l'arrivée imminente à Fort-Lamy de représentants gaullistes. Le lendemain, René Pleven et le commandant Colonna d'Ornano, parviennent à convaincre les hésitants. Le commandant militaire du Tchad, le lieutenant-colonel René Marchand, neveu du colonel Marchand, héros de Fachoda, se joint à son tour au mouvement. Il proclame, conjointement avec Félix Éboué, le ralliement du Tchad à la France libre, le 26 août. Au Cameroun, le gouverneur général Richard Brunot incline en faveur du général de Gaulle. Cependant, le gouvernement de Vichy multiplie les pressions et, dans cette optique, dépêche en émissaire le contre-amiral Platon afin de s'assurer de sa fidélité. De leur côté, les Britanniques hésitent sur la conduite à



Félix Éboué et Henri Sautot. ©Musée de l'Ordre de la Libération



Le général de Gaulle et René Pleven, 1940.

©Fondation de la France libre



Colonel de Larminat, 1940. (2^e à droite).

©Amicale de la 1^{re} DFL



De Gaulle et Leclerc, commissaire général du Cameroun, Douala, 8 octobre 1940. ©Fondation de la France libre



Campagne du Gabon, octobre 1940.
©Amicale de la 1^{re} DFL

tenir face aux velléités manifestées par certains dans cette ancienne colonie allemande. Si le gouverneur du Nigeria, Bernard Bourdillon, se montre favorable à une action gaulliste, ses collègues de la *Gold Coast*, du Sierra Leone, mais surtout le général Giffard, commandant le dispositif britannique dans la région, y sont fermement opposés. L'opération est montée par Claude Hettier de Boislambert et le chef d'escadrons Leclerc qui, pour l'occasion, s'est donné le grade de colonel en détachant les galons dorés de sa manche gauche pour orner sa manche droite. Accompagnés d'une vingtaine d'hommes seulement, les deux émissaires de la France libre pénètrent en pleine nuit à Douala. Le 27 août, tous les points stratégiques de la ville sont occupés, ce qui permet à Leclerc de se proclamer commissaire général au nom du général de Gaulle. Le lendemain, à Yaoundé, le gouverneur Brunot prend acte du ralliement du Cameroun.

Le Congo, quant à lui, rejoint la France libre à la suite d'un putsch militaire mené par le colonel de Larminat. Multipliant les contacts sur place, notamment par l'intermédiaire du médecin général Sicé, il se comporte en agitateur et en provocateur. Le 28 août, l'annonce de la défection du Tchad et du Cameroun enflamme la capitale Brazzaville. À midi, le chef de bataillon Delange, s'empare de l'état-

major puis du palais du gouvernement. Le gouverneur Husson, fidèle à Vichy, est arrêté et conduit au Congo belge. Ces journées du 26 au 28 août 1940 sont bientôt désignées en référence à la Révolution de Juillet, les « Trois Glorieuses ». Elles entraînent le ralliement de l'Oubangui-Chari, puis du Gabon. Cependant, à Libreville, le gouverneur Masson se rétracte et rattache son territoire à l'Afrique Occidentale Française (AOF) demeurée fidèle à l'État français. Le Gabon devient une enclave vichyste au cœur des territoires gaullistes qui forment désormais l'Afrique française libre. La vague estivale qui porte pacifiquement les territoires coloniaux dans les bras du général de Gaulle se brise brutalement à Dakar en septembre 1940. L'opération prévue tourne au fiasco et se conclut par trois jours d'affrontements violents entre forces anglo-gaullistes et vichystes. Peu après, un seuil est franchi au Gabon, où des combats se déroulent, cette fois, entre Français seuls. Pour les *Free French* et les Britanniques, Dakar constitue un objectif stratégique majeur en cette fin d'année 1940. La ville, capitale politique et économique de l'AOF, occupe une place géostratégique importante sur les routes des convois anglais de Freetown et du Cap. De plus, la cité offre la position la plus avancée vers le continent américain, ce qui reste une préoccupation constante des États-Unis. Enfin, depuis

l'armistice, son port accueille le plus puissant des bâtiments de la Marine, le cuirassé *Richelieu*, et une partie des réserves d'or de la Banque de France. Le plan du général de Gaulle prévoit de débarquer en Guinée et de remonter vers Dakar pour un ralliement progressif des populations : le « vol de l'Aigle » de Napoléon, après le débarquement du 1^{er} mars 1815 à Golfe Juan, sert de référence. Cependant, bien que désapprouvé par les chefs d'état-major britanniques, c'est le projet élaboré par Churchill qui l'emporte. Il imagine d'envoyer une importante escadre devant le port qui, par sa seule présence, obtiendrait le ralliement spontané de la ville. Commandée par l'amiral Cunningham, l'« opération Menace » est montée à la hâte, mais réunit des forces non négligeables. La *Royal Navy* déploie un porte-avions, ➤



Rapatriement d'un blessé à bord du *Westernland*.

Imperial War Museum

» deux cuirassés, cinq croiseurs et dix destroyers, que renforcent trois avisos et deux chalutiers armés des Forces navales françaises libres (FNFL). L'apport des *Free French* est plus conséquent en ce qui concerne le corps de débarquement qui compte 2 400 Français libres et 4 300 Britanniques. Le 23 septembre 1940, à l'aube, l'escadre anglo-gaulliste se présente devant Dakar. Le capitaine de frégate Thierry d'Argenlieu est envoyé en qualité de parlementaire mais, à peine débarqué, menacé d'arrestation, il doit s'échapper sous le feu d'armes automatiques. Dans les heures qui suivent, les événements dégénèrent en une bataille rangée qui dure jusqu'au 25 septembre. Le torpillage d'un des *battleship* britannique, le *HMS Resolution*, qui échappe de peu au naufrage sonne la fin des espoirs anglo-gaullistes : l'opération contre Dakar est un véritable fiasco. L'incapacité de la France libre à attirer les grandes colonies révèle à tous la précarité de sa situation. Elle se décrédibilise durablement aux yeux du président américain Roosevelt. Pour Vichy, en revanche, il s'agit d'une victoire incontestable. La résistance victorieuse a démontré au monde sa détermination, mais surtout sa capacité à défendre les restes de son Empire colonial. Le mouvement gaulliste se redresse rapidement grâce au ralliement du général d'armée Catroux à la fin de l'été. À défaut d'apporter avec lui l'Indochine, dont il était gouverneur général jusqu'au 25 juin 1940, il se place, malgré son grade supérieur, sous l'autorité du général de Gaulle. Mais la France libre ne peut rester sur un échec en Afrique. À partir de la mi-octobre, les efforts pour réduire l'enclave vichyste au cœur de l'Afrique française libre que constitue le Gabon reprennent. Ces opérations sont l'un des premiers véritables épisodes des guerres franco-françaises. La prise de Libreville, en particulier, est marquée par un combat sans précédent dans l'histoire navale française. Deux navires parfaitement identiques, battant le même pavillon tricolore s'affrontent



La 13^e demi-brigade de Légion étrangère défile devant le général de Gaulle, Yaoundé, octobre 1940.

Crédit : DR

dans une lutte fratricide. Le 9 novembre, l'avisos français libre *Savorgnan de Brazza* coule son « *sistership* » le *Bougainville* qui l'avait canonné. La capitale gabonaise tombe le même jour et l'ensemble de la colonie peu après.

À la fin de l'année 1940, le général de Gaulle exerce le pouvoir sur un territoire de près de 3 millions km², peuplé de plus de 6 millions d'habitants. C'est un succès considérable à l'aune des effectifs des *Free French*, qui ne regroupent que 7 000 personnes à cette date. Le mouvement gaulliste s'est également doté, depuis le 27 octobre 1940 d'un « Conseil de défense de l'Empire »

qui constitue la première structure proto-étatique de la France libre. Les modalités des ralliements des colonies varient en fonction des territoires et une typologie peut en être esquissée. Ils sont sans violence, endogènes et spontanés dans l'Océan Pacifique. Ils résultent d'actions audacieuses montées par des émissaires gaullistes venus de Londres en AEF et au Cameroun. La dernière séquence quant à elle, en AOF et au Gabon, est marquée par des affrontements violents et passionnés entre Britanniques, Français libres et ceux demeurés fidèles à Vichy. Pour autant, des pans entiers de l'Empire – et parmi les plus importants : Afrique du Nord, Antilles et Indochine – demeurent réfractaires au mouvement gaulliste et restent dans la fidélité au gouvernement de Vichy. Ils le resteront d'ailleurs jusqu'en 1942-1943. ■



Tirailleurs sénégalais de Madagascar.

©Musée de l'Ordre de la Libération



Le général de Gaulle passe en revue les troupes à Bangui, octobre 1940.

©ECPAD

Thomas Vaisset

Professeur agrégé d'histoire,
Service historique de la défense, division
« Études, enseignement, recherche »